



RBM

Partenariat
pour en finir avec
le paludisme

**Partenariat RBM pour en
finir avec le paludisme
Rapport annuel 2019**



Partenariat
pour en finir avec
le paludisme

**Partenariat RBM pour en
finir avec le paludisme
Rapport annuel 2019**

Acronymes

AIM	Action et investissement pour vaincre le paludisme 2016-2030
ALMA	Alliance des dirigeants africains contre le paludisme
AMS	Assemblée mondiale de la Santé
ARMPC	Comité de partenaires en charge de la mobilisation des ressources et du plaidoyer
CCDC	Centre chinois de lutte et de contrôle des maladies (Chinese Center for Disease Control and Prevention)
CCSC	Communication pour le changement social et comportemental
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CMWG	Groupe de travail sur la gestion de cas
CPS	Chimio-prévention du paludisme saisonnier
CRSPC	Comité de partenaires en charge du soutien régional et par pays
CSU	Couverture sanitaire universelle
CTA	Combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine
DG	Directeur général
GTS	Stratégie technique mondiale
IREP	Initiative régionale d'élimination du paludisme
MAAM	Campagne de masse contre le paludisme
MEG	Groupe d'élimination du paludisme
MERG	Groupe de référence sur le suivi et l'évaluation
MFTF	Groupe de travail sur le financement de la lutte contre le paludisme
MILD	Moustiquaire imprégnée d'insecticide longue durée
MIM	Initiative multilatérale sur le paludisme
MiPWG	Groupe de travail sur le paludisme pendant la grossesse
MMV	Médicaments contre le paludisme (Medicines for Malaria Venture)
MSWG	Groupe de travail multisectoriel
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PID	Pulvérisation intra-domiciliaire d'insecticide à effet rémanent
KEMA	Alliance coréenne de lutte contre le paludisme (Korean End Malaria Alliance)
PMI	Initiative présidentielle de lutte contre le paludisme (États-Unis)
SaME	Initiative pour l'élimination du paludisme dans le Sahel
PNLP	Programme national de lutte contre le paludisme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	Suivi et évaluation
SBCWG	Groupe de travail sur le changement social et comportemental
SCPC	Comité de partenaires en charge des communications stratégiques
TDR	Test de dépistage rapide
TRP	Comité technique d'examen des propositions
UA	Union africaine
UIP	Union interparlementaire
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USD	Dollar des États-Unis
VCWG	Groupe de travail sur la lutte antivectorielle

Avant-propos



L'année 2019 a été pleine d'actions et d'ambitions. Reconnaissant que des mesures radicales sont nécessaires pour atteindre les objectifs mondiaux de réduction des cas et décès du paludisme, la communauté mondiale a renforcé sa détermination à lutter contre cette maladie. Elle poursuit son combat au quotidien tout en préparant un avenir qu'elle souhaite exempt de paludisme d'ici une génération.

En septembre, le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme a soutenu le lancement de deux rapports importants qui ont façonné les objectifs à long terme de la lutte contre le paludisme, l'un de la Commission Lancet sur l'éradication du paludisme, l'autre du Groupe consultatif stratégique pour l'éradication du paludisme de l'OMS. Ces deux rapports révèlent que parvenir à un monde exempt de paludisme sera difficile mais pas impossible, à condition d'accélérer les avancées, d'accroître les financements et d'exploiter au mieux le potentiel de recherche et développement.

Pour œuvrer à la concrétisation de notre vision d'un monde sans paludisme, nous devons faire en sorte que la lutte contre cette maladie reste une priorité majeure pour les dirigeants du monde entier. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Partenariat RBM a organisé des discussions et participé à des échanges sur le genre, le changement climatique, l'innovation et la couverture sanitaire universelle, en établissant des liens entre le paludisme et les grandes problématiques de développement. Tout au long de l'année 2019, le Partenariat RBM a mobilisé des acteurs de pays de la Francophonie, notamment des chefs d'État, des femmes de présidents, des parlementaires et des maires d'Afrique, d'Asie et de tout le continent américain considérés comme des champions de la lutte contre le paludisme, tout en s'appuyant sur les engagements forts de dirigeants du Commonwealth.

De même, le Partenariat RBM n'a eu de cesse d'encourager l'appropriation par les pays et les régions des initiatives de lutte contre le paludisme pour inciter à la croissance des ressources nationales durables et financer cette lutte dans les décennies à venir. Plus de 14 pays ont désormais lancé une campagne Zéro Palu! Je m'engage ou d'autres campagnes similaires, sous l'impulsion de figures de proue des sphères politiques, privées et communautaires. Ces campagnes ont permis la mise en place de structures

innovantes – des Fonds et des Conseils pour mettre fin au paludisme – qui rassemblent des acteurs de différents secteurs, ainsi que le lancement d'initiatives de communautés visant à renforcer l'autonomisation des populations pour qu'elles s'engagent personnellement à réaliser l'objectif de zéro paludisme.

Alors que les pays renforcent leurs actions de lutte, le Partenariat RBM continue de mobiliser des ressources et de fournir une assistance technique. Il travaille étroitement avec le Fonds mondial et ses bénéficiaires, à chaque étape du cycle de subvention. Il a contribué, en octobre, à la reconstitution du Fonds qui a atteint un montant record de 14 milliards USD, grâce à plusieurs actions, dont : la collaboration étroite avec les pays dans la préparation des demandes de subventions de 2020 pour assurer leur approbation ; le déploiement de services d'experts techniques pour des campagnes efficaces de distribution et d'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILD), la pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent et la communication pour le changement social et comportemental (CCSC).

Je suis directeur général du Partenariat RBM depuis avril 2019 et le dévouement de tous nos partenaires qui partagent une même vision d'un monde exempt de paludisme est réellement pour moi une leçon d'humilité. L'abnégation de bon nombre de ces organisations, pays et individus est sans pareille et ils se consacrent corps et âme à notre mission, en y mettant tout le temps et les ressources nécessaires.

Les attentes du monde entier sont immenses et nous devons réussir. Des millions de vies sont en jeu. Chacun a un rôle à jouer dans cette longue lutte contre cette maladie ancestrale que l'être humain est résolu à gagner. Le Partenariat RBM appartient à tous ceux qui œuvrent à l'éradication du paludisme au sein de leur communauté, dans leur pays et dans le monde ; et il va continuer à servir de plateforme de coordination, de rassemblement et de formulation d'un consensus quant aux actions nécessaires nous menant à la victoire.

Docteur Abdourahmane Diallo

Directeur général, Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme

Table des matières

Acronymes	2
Avant-propos	3
Plan stratégique du Partenariat RBM pour la période 2018-2020	5
Objectif stratégique 1	8
Objectif stratégique 2	14
Objectif stratégique 3	19
Dernières actualités des groupes de travail	21
Rapport financier	24
Annexe I. Dernières nouvelles de l'approche High burden high impact	26

Plan stratégique du Partenariat RBM pour la période 2018-2020

Vision : Un monde exempt du fardeau du paludisme

Mission : Soutenir les pays touchés par le paludisme et encourager une action mondiale dans tous les secteurs afin d'en finir une bonne fois pour toutes avec le paludisme.

Le Plan stratégique du Partenariat RBM 2018-2020 a été approuvé par le Conseil d'administration en 2017, suite aux consultations et modifications menées avec plusieurs partenaires et pays. Le plan s'aligne sur les objectifs mondiaux de lutte contre le paludisme de la Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme (GTS) 2016-2030 et sur l'ensemble des Objectifs de développement durable (ODD).

Objectifs et priorités

1. Maintenir le paludisme au rang des plus hautes priorités des programmes politiques et de développement mondiaux par une approche multisectorielle solide, afin d'assurer la poursuite des engagements et des investissements visant à atteindre les objectifs fixés.
2. Promouvoir et soutenir des approches régionales de lutte contre le paludisme, ancrées dans des plateformes politiques et économiques existantes telles que les communautés économiques régionales, notamment dans des contextes complexes / humanitaires.
3. Promouvoir et plaider en faveur d'un financement durable et prévisible de la lutte contre le paludisme, avec une priorité tout particulièrement accordée à une hausse des financements nationaux.

Le Plan stratégique inclut également des objectifs transversaux visant à instaurer un Secrétariat hautement performant, à soutenir le Conseil d'administration et les Comités de partenaires, et à assurer la cohérence des pratiques professionnelles avec la mission et les valeurs du Partenariat.

Gouvernance

Le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme se compose de quatre principales entités :

- Le **Conseil d'administration** jouant un rôle d'organe directeur.
- Le **Secrétariat dirigé par le directeur général** qui est le responsable et représente officiellement le Partenariat. Il mobilise les ressources et met en place les stratégies et plans approuvés par le Conseil d'administration.
- Les **Comités de partenaires** qui officialisent, consolident et amplifient les priorités du Partenariat.
- Les **Groupes de travail** établis par les partenaires, selon les besoins, pour éliminer les goulets d'étranglement qui se présentent et coordonner les efforts de mise en œuvre par les partenaires.

Le conseil d'administration

En plus d'une réunion extraordinaire virtuelle du Conseil d'administration organisée en octobre 2019, ce dernier a réuni ses membres deux fois en 2019 : la première fois en avril à Genève, en Suisse, et la deuxième fois en novembre à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, peu avant le Forum « Reaching the Last Mile ». Ces deux réunions ont été l'occasion de discuter et de prendre des engagements en faveur d'une élimination et d'une éradication des maladies infectieuses, dont le paludisme.

En juin 2019, la professeure Maha Taysir Barakat, ancienne directrice générale de l'Autorité sanitaire d'Abou Dhabi, est devenue présidente du Conseil d'administration du Partenariat RBM. Madame Barakat remplace la docteur Winnie Mpanju-Shumbusho, ancienne directrice générale adjointe pour la lutte contre le VIH / SIDA, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées à l'Organisation mondiale de la Santé, qui a présidé le Conseil d'administration du Partenariat pendant trois ans et continue d'y siéger.

En plus du changement de direction du Conseil d'administration, deux membres du Conseil du Partenariat RBM l'ont quitté après avoir terminé leur mandat. Il s'agit de madame la professeure Awa Marie Coll-Seck, ancienne ministre de la Santé et du Bien-être social du Sénégal et de monsieur Paulo Gomes, ancien directeur exécutif de la Banque mondiale. Deux nouveaux membres ont donc rejoint le Conseil d'administration du Partenariat RBM en novembre 2019 : la docteur Diane Gashumba, ancienne ministre de la Santé du Rwanda et la docteur Marijke Wijnroks, cheffe du personnel du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Comité des finances du Partenariat RBM

Le Comité des finances du Partenariat RBM est présidé par monsieur Ray Nishimoto. Il s'est réuni trois fois en 2019 et a également organisé un atelier de travail en présentiel. Le Comité des finances a examiné les rapports financiers du Partenariat RBM, le plan de travail et le budget de 2020, ainsi que le registre des risques, et les a remis au Conseil d'administration du Partenariat RBM pour approbation. Le Comité des finances a supervisé l'audit interne du Partenariat RBM mené en 2019, notamment la mise en œuvre des recommandations.

Politiques et procédures du Partenariat RBM

Le Conseil d'administration du Partenariat RBM a approuvé une révision du règlement intérieur ainsi que le registre des risques de RBM. Il a aussi convenu d'améliorations à apporter au Secrétariat et du budget et plan de travail de 2020. Le Comité de sélection du Conseil d'administration, nommé par ce dernier, s'est réuni pour désigner deux nouveaux membres du Conseil.

Composition du Secrétariat

Le Secrétariat, hébergé par l'UNOPS, est le porte-parole du Partenariat RBM. Il facilite son travail par la mise

1 Le docteur Pedro Alonso représente l'OMS dans ses capacités institutionnelles.

2 Monsieur Moin Karim représente l'UNOPS dans ses capacités institutionnelles, en qualité de membre de droit du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du Partenariat RBM en 2019

- Professeure Maha Taysir Barakat, présidente
- Monsieur Simon Bland, vice-président
- Docteur Pedro Alonso, OMS¹
- M. Elhadj As Sy
- M. Kieran Daly
- Docteur Diane Gashumba
- Docteur Richard Nchabi Kamwi
- Docteur Altaf Lal
- Docteur Winnie Mpanju-Shumbusho
- Monsieur Ray Nishimoto
- Docteur David Reddy
- Docteur Mirta Roses Periago
- Docteur Kenneth Staley
- Docteur Marijke Wijnroks
- Son Excellence Yongyuth Yuthavong
- Monsieur Moin Karim², UNOPS (membre de droit du Conseil d'administration)

en œuvre de la stratégie approuvée par le Conseil, des plans de travail et des performances des Comités de partenaires, tout en demeurant une organisation optimisant l'utilisation de ses ressources, efficace et dynamique. À fin décembre 2019, le Secrétariat du Partenariat RBM comptait 16 membres, 12 basés à Genève, 2 au Botswana et 2 au Burkina Faso.

Le directeur général est sélectionné par le Conseil et relève du président du Conseil d'administration. Il représente officiellement le Partenariat. Le docteur Abdourahmane Diallo a rejoint le Partenariat RBM en qualité de directeur général en avril 2019. Il a été, de 2016 à 2018, ministre de la Santé de la République de Guinée.

Comités de partenaires

Les Comités de partenaires officialisent, consolident et amplifient les principales fonctions du Partenariat. Le directeur général se charge de coordonner leur travail et ils relèvent directement du Conseil d'administration. Les Comités de partenaires sont dirigés par des coprésidents soutenus par un Comité de pilotage et un responsable du Secrétariat désigné.

Le **Comité de partenaires en charge de la mobilisation des ressources et du plaidoyer (ARMPC)** conçoit et soutient la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer du Partenariat. La réunion annuelle de l'ARMPC s'est tenue le 20 mai 2019 à Genève.

Flux d'activité : Direction (codirigé avec le flux d'activité Champions du SCPC), Donateurs existants, Innovation et accès, Nouveaux donateurs, Secteur privé

Le **Comité de partenaires en charge du soutien régional et par pays (CRSPC)** a pour mission de fournir une plateforme de mobilisation de la communauté du Partenariat RBM dans la coordination du soutien apporté aux pays et aux régions pour qu'ils exécutent leurs programmes de mise en œuvre du contrôle et de l'élimination du paludisme. La réunion annuelle en présentiel du CRSPC s'est tenue le 26 octobre 2019 à Abuja, au Nigéria.

Flux d'activité : Mobilisation des ressources dans les pays, Soutien à la mise en œuvre, Examens du programme et Plans stratégiques nationaux.

Le **Comité de partenaires en charge des communications stratégiques (SCPC)** développe et met en place des moyens de communication pour atteindre les objectifs du Partenariat en matière de plaidoyer. La réunion annuelle du SCPC s'est tenue à Genève les 13 et 14 février 2019.

Flux d'activité : Média, Numérique, Messages, Marques, Champions (codirigé avec le flux d'activité Direction de l'ARMPC), Témoignages de réussite.

Plus d'informations sur le Secrétariat du Partenariat RBM sont disponibles à l'adresse suivante : <https://endmalaria.org/fr/%C3%A0-propos-de-nous/gouvernance/secr%C3%A9tariat>

Groupes de travail

Les Groupes de travail sont dirigés, gérés et financés par les partenaires pour fournir des moyens de partage d'informations et de collaboration sur des sujets de spécialité et résoudre les goulets d'étranglement. Les Groupes de travail relèvent du Conseil d'administration par l'intermédiaire du directeur général.

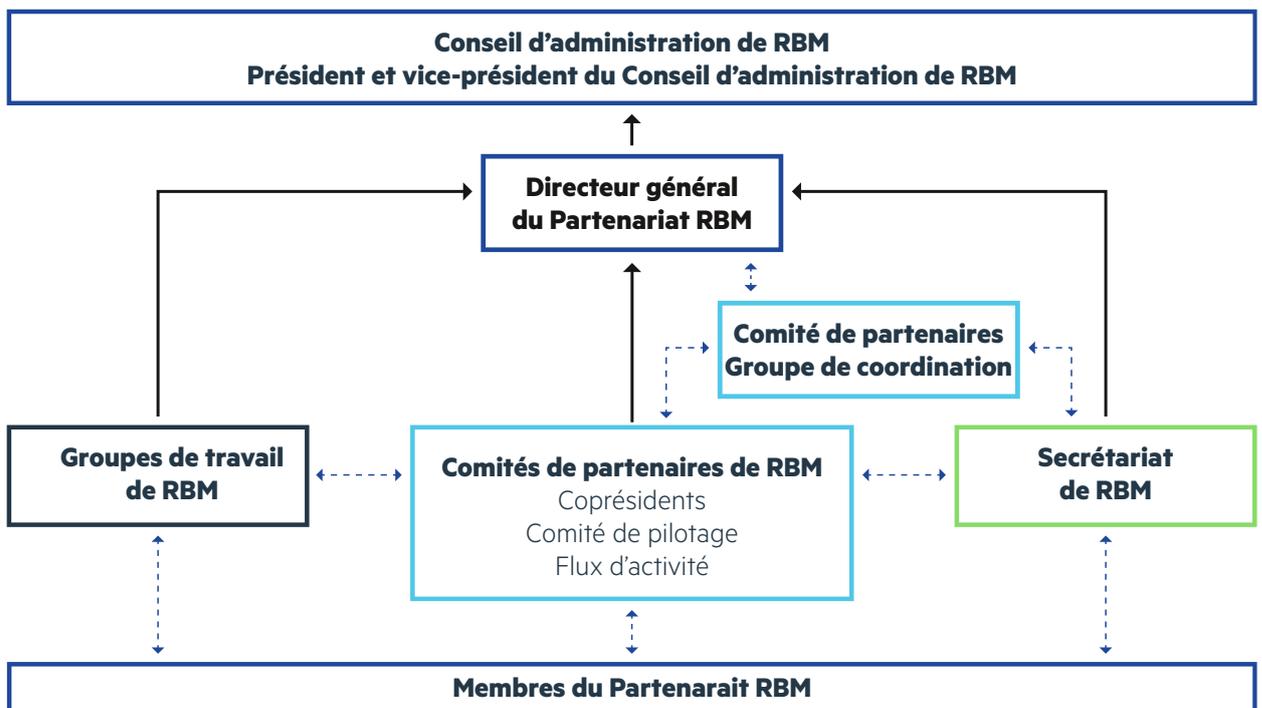
Les Groupes de travail sont entre autres :

- Groupe de travail sur la gestion des cas (CMWG)
- Groupe de travail sur le paludisme pendant la grossesse (MiPWG)
- Groupe de référence sur le suivi et l'évaluation (MERG)
- Groupe de travail multisectoriel (MSWG)
- Groupe de travail sur le changement social et comportemental (SBCWG)

Groupe de travail sur la lutte antivectorielle (VCWG)

Plus d'informations sur les Groupes de travail sont disponibles à l'adresse suivante : <https://endmalaria.org/about-us/governance/working-groups>

Structure du Partenariat RBM



Lignes hiérarchiques →

Lignes de communication - - ->

Groupes de travail □

Partenaires □

Secrétariat □

Objectif stratégique 1

Maintenir la lutte contre le paludisme au plus haut rang des priorités des programmes politiques et de développement pour assurer la continuité des engagements et des investissements, afin de réaliser les objectifs et étapes intermédiaires de la Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme (GTS) 2016-2030 et de l'Action et investissement pour vaincre le paludisme 2016-2030 (AIM).

En collaboration avec un ensemble de partenaires, le Partenariat RBM a contribué à ce que le paludisme reste au plus haut rang des priorités des sphères politiques, communautaires et de développement. Cette année, le Partenariat RBM a continué de bâtir des coalitions transversales solides pour lutter contre le paludisme grâce à la campagne Zéro Palu! Je m'engage, il a travaillé avec le secteur privé et il a renforcé l'engagement des membres des pays de la Francophonie. Avec les Comités de partenaires, le Partenariat RBM a alimenté une conversation animée sur la lutte contre le paludisme, notamment sur les problèmes urgents des pays fortement impaludés et la vision à long terme de l'éradication du paludisme. Enfin, le Partenariat RBM a su attirer l'attention de tous sur les principales lacunes des pays et y remédier, et il a contribué à des projets de recherche et développement.

Formation de coalitions influentes

Zéro Palu! Je m'engage

La campagne de terrain « Zéro Palu! Je m'engage » est menée de concert par la Commission de l'Union africaine et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme. Ses objectifs sont multiples : faire en sorte que le

paludisme reste au plus haut rang des priorités politiques, mobiliser des ressources supplémentaires et donner aux communautés les moyens de s'approprier les outils de soins et de prévention du paludisme.

Cette campagne a vu le jour au Sénégal en 2014 et a été officiellement approuvée par tous les chefs d'État africains en juillet 2018, à l'occasion du Sommet de



Campagne Zéro Palu! Je m'engage en Tanzanie Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme / Maria Schiavo.

l'Union africaine. Elle implique tous les membres de la société : des dirigeants politiques des gouvernements qui prennent les décisions stratégiques et décident des budgets, aux entreprises du secteur privé qui ont tout intérêt à ce que leurs employés ne souffrent pas du paludisme, en passant par les communautés touchées par la maladie et dont l'adhésion et l'appropriation des moyens de lutte antipaludique sont les clés d'une éradication totale de la maladie.

En 2019, sept autres pays d'Afrique ont lancé leur propre campagne dans leur pays et rejoint le mouvement « Zéro Palu ! » qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Voici comment cette campagne s'est déroulée dans ces pays.

- **Côte d'Ivoire.** Le ministre de la Santé a lancé la campagne Zéro Palu! Je m'engage à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme 2019. À cette occasion, l'engagement du pays avec les donateurs, les membres des communautés et les chefs religieux à éliminer le paludisme en Côte d'Ivoire d'ici 2030 a été renouvelé.
- **Eswatini.** Sa Majesté le roi Mswati III d'Eswatini a lancé la campagne avec le Fonds national de lutte contre le paludisme en mai 2019. Cette campagne et les fonds se concentrent sur une mobilisation des ressources et une action communautaires, nécessaires à l'élimination du paludisme d'ici 2022.
- **Éthiopie.** Monsieur Demeke Mekonnen, vice-Premier ministre de l'Éthiopie, a lancé la campagne Zéro Palu! Je m'engage au début du mois d'octobre 2019.
- **Ghana.** La première dame Rebecca Akufo-Addo a lancé la campagne nationale Zéro Palu! Je m'engage à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme 2019. Le pays mène de front une action multisectorielle et un plan de mobilisation des ressources pour lutter contre le paludisme. Des initiatives visant à reconstituer la Fondation ghanéenne de lutte contre le paludisme et promouvoir l'engagement des parlementaires dans cette lutte ont été prises.
- **Nigéria.** Lors des célébrations de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme de 2019 à Abuja, le Nigéria a lancé sa campagne nationale Zéro Palu! Je m'engage afin de sensibiliser et de mobiliser toute la population nigérienne sur la mise à disposition et l'accès à des moyens de prévention et des traitements adaptés, notamment avec des médicaments et des tests de dépistage rapide.
- **Sierra Leone.** Le pays a lancé sa campagne nationale lors de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme 2019. La maire de Freetown, Yvonne Aki-Sawyer, y participe de près en tant que championne de la campagne.
- **Tanzanie.** Lors de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme organisée par la Communauté

Pays de la Francophonie



La moitié des dix pays africains les plus touchés par le paludisme sont des pays francophones (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger et République démocratique du Congo). Ensemble, ces pays représentent un quart (25 %) de la charge mondiale du paludisme.



Huit pays du Sahel ont uni leurs forces en créant l'Initiative pour l'élimination du paludisme au Sahel (SaME) qui vise à mettre fin à la maladie dans la région d'ici à 2030. Les pays du Sahel ont aussi adopté la chimioprévention du paludisme saisonnier, ce qui a contribué à considérablement réduire la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.



Dans les pays francophones soutenus par le Fonds mondial, les financements nationaux consacrés au paludisme ont augmenté de 75 % pour la période 2018-2020, par rapport à la période 2012-2014. Des lacunes importantes persistent néanmoins.



Dans la sous-région du Grand Mékong, les décès liés au paludisme ont diminué de 84 % entre 2012 et 2015. Cependant, la progression de la résistance à l'artémisinine au Cambodge, au Laos et au Viet Nam menace de saper les récents progrès accomplis contre la maladie dans la région et au-delà.

de développement de l'Afrique australe (SADC) en novembre 2019, la docteur Umyy Mwalimu, ministre de la Santé, du Développement des communautés, du Genre, des Personnes âgées et de l'Enfance, a lancé la campagne Zéro Palu! Je m'engage. Les parlementaires tanzaniens soutiennent déjà cette campagne.

La Journée mondiale de lutte contre le paludisme 2019 a eu lieu en avril et avait également pour thème « Zéro Palu! Je m'engage », ce qui souligne la dimension mondiale de cette campagne qui encourage l'appropriation, par les populations, de la lutte contre la maladie.

Le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme entend mettre en vedette et redynamiser l'engagement des pays francophones dans la lutte contre le paludisme.

Le principal objectif de cette collaboration avec les pays francophones est d'obtenir une déclaration politique des dirigeants des pays impaludés, avec des engagements à court et moyen terme en faveur de la réduction de la charge du paludisme.

En avril 2018, les dirigeants de 53 pays du Commonwealth se sont engagés à réduire de moitié les cas et les décès de paludisme dans le Commonwealth d'ici à 2023. Le Partenariat RBM souhaite que l'Organisation

internationale de la Francophonie prenne également un tel engagement. Inversement, la mobilisation de maires de pays francophones dans le domaine du paludisme pourrait trouver un écho chez les maires de pays du Commonwealth.

Le soutien et la contribution des pays francophones sont primordiaux pour faire progresser la situation. Tous les pays, qu'ils soient directement touchés par le paludisme ou qu'ils participent au financement de l'action contre l'épidémie, sont incités à redoubler d'efforts.

- **Journée mondiale de lutte contre le paludisme, 25 avril 2019 :** la plupart des événements ont été organisés à Paris en collaboration avec le gouvernement français et la mairie de Paris. À travers cette célébration, il s'agissait de souligner l'importance d'un engagement des pays francophones et de prôner l'adoption d'une approche plus globale de lutte contre la maladie.
 - À cette occasion, les *maires francophones* ont signé une déclaration « Zéro Palu! Je m'engage » où ils promettent de tenir compte de la question du paludisme dans leurs stratégies de développement urbain et d'appuyer les efforts internationaux en faveur d'un monde sans paludisme.



Célébrations de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme à Paris, en France, le 25 avril 2019. Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme / David Bacer.

- En marge de la Journée mondiale, le Partenariat a organisé des *pourparlers de haut niveau* pour souligner, célébrer et relancer l'engagement des pays francophones dans la lutte contre le paludisme avec des hôtes distingués tels que les premières dames d'Haïti et du Niger.
- La Journée mondiale de lutte contre le paludisme et son thème Zéro Palu! Je m'engage ont bénéficié du soutien de nombreux artistes et sportifs francophones, tels qu'Omar Sy, Fatoumata Diawara, Cyril Kongo, et des footballeuses des équipes de France et d'autres pays.

- **72^e Assemblée mondiale de la Santé,**

22 mai 2019 : en marge de la 72^e Assemblée mondiale de la Santé, le Partenariat RBM, en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds mondial, a organisé une session ministérielle intitulée « Paludisme : intensifier la lutte pour atteindre les objectifs de 2030 ». Si cette rencontre avait pour objectifs un partage d'expérience et l'élaboration d'une vision commune entre les pays francophones les plus touchés par la maladie, elle a également été une occasion de féliciter les pays désormais exempts de paludisme. Dix-huit pays, la plupart francophones, ont coparrainé l'événement.

- **Sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, 9 et 10 octobre 2019 :**

organisée à Lyon, en France, la Sixième conférence de reconstitution des ressources a permis de collecter 14 milliards USD qui sauveront 16 millions de vies, éviteront 234 millions d'infections et remettront le monde sur la voie de l'élimination de ces maladies. Le Partenariat RBM a soutenu une campagne de sensibilisation du public en amont de cette Conférence de reconstitution en appelant les dirigeants à redoubler d'efforts dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Il a organisé pour ce faire un événement en marge de la manifestation de Lyon centré sur les efforts régionaux contre le paludisme (au Sahel, dans la Sous-région du Grand Mékong, en Amérique centrale, au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe et en Mélanésie), avec un stand interactif, le « Village Zéro Paludisme ».

- **40^e anniversaire de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), 3 au 5 décembre 2019 :**

l'AIMF a fêté son 40^e anniversaire à Phnom Penh, au Cambodge. Celle-ci a donné

l'occasion d'attirer l'attention sur la situation qui prévaut dans la région du Grand Mékong ainsi que sur les efforts des maires pour inclure la question du paludisme dans leurs stratégies de développement urbain.

Parlementaires

En 2019, le Partenariat a poursuivi le renforcement de son engagement avec les parlementaires, aussi bien de pays impaludés que de pays donateurs. Début 2019, il a signé un protocole d'accord avec l'Union interparlementaire (UIP) pour fournir un mécanisme de communication avec des parlements nationaux et régionaux.

Le Partenariat a également lancé une nouvelle collaboration avec le réseau de parlementaires UNITE, en soutenant l'élargissement de la stratégie de ce groupe à des problématiques centrées sur le paludisme. En octobre, le Partenariat RBM, le réseau UNITE et le Fonds mondial ont rassemblé des parlementaires de Côte d'Ivoire, de France, du Nigéria, de Tanzanie et du Zimbabwe, lors de la réunion du Réseau infrarégional d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le but était de réfléchir aux rôles que les parlementaires peuvent jouer dans les réponses des pays face au paludisme et de discuter des stratégies d'engagement politique avec les participants à la réunion.

En outre, le Partenariat a encouragé le président du Comité de santé parlementaire de la République de Corée à participer à un voyage d'étude en Tanzanie afin d'explorer les possibilités de collaboration sur l'élimination du paludisme avec des parlementaires tanzaniens, d'autres représentants officiels et la société civile du pays, ainsi que des partenaires du Fonds mondial, de l'Initiative présidentielle de lutte contre le paludisme des États-Unis et d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. La délégation coréenne rassemblait des représentants de la KEMA (l'Alliance coréenne de lutte contre le paludisme), d'entreprises privées et d'organisations non gouvernementales.

Tout au long de l'année, les organisations partenaires ont œuvré en faveur d'une plus grande implication de parlementaires du Royaume-Uni, des États-Unis, de France, d'Italie, du Japon et d'Australie, en organisant diverses activités visant à accroître le soutien à la reconstitution des ressources du Fonds mondial. L'ARMPC a fourni des informations aux partenaires et aux chargés de la coordination chaque fois que nécessaire.

Orienter les discussions mondiales sur le paludisme

Préparation de dossiers thématiques et participation à des manifestations

Début 2019, le Partenariat RBM a commencé à travailler sur plusieurs dossiers thématiques de plaidoyer en procédant à des recoupements entre le paludisme et des problématiques majeures auxquelles la communauté du développement est confrontée. Quatre dossiers thématiques ont été constitués au cours de l'année, notamment sur le paludisme et les changements climatiques, le paludisme et la couverture sanitaire universelle (CSU), le paludisme et le genre, et le paludisme et les interventions multisectorielles. Ces documents sont disponibles en version numérique et des versions au format papier ont été remises en anglais et en français au cours de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'ASTMH (American Society of Tropical Medicine and Hygiene).

Pendant l'Assemblée générale des Nations Unies, ces dossiers ont été utilisés à la réunion de haut niveau des Nations Unies sur la CSU, à la rencontre parallèle du Partenariat RBM sur le paludisme et le genre et au Sommet sur le climat de 2019. Ils ont également servi au Secrétariat et aux partenaires du Partenariat RBM lors de réunions importantes et ont alimenté les discussions et permis de créer du contenu en lien avec ces thèmes, contenu qui a été publié sur des blogs et les réseaux sociaux. Par exemple, Nothing But Nets, un partenaire de RBM, a produit une courte vidéo d'animation inspirée du dossier sur le climat et a créé des boîtes à outils pour les réseaux sociaux sur la base d'autres dossiers. En 2020, le Partenariat RBM a recensé d'autres thèmes pertinents

« Depuis 2000, ses interventions partout dans le monde ont permis de sauver 7 millions de vies et de prévenir plus d'un milliard de cas de paludisme. C'est grâce à ces incroyables avancées que nous pouvons mettre fin au paludisme une bonne fois pour toutes. Si nous voulons éradiquer la maladie et réaliser les Objectifs de développement durable en l'espace d'une génération, les prochaines années vont être cruciales. Nous devons être très attentifs aux appels des experts du paludisme, renforcer la lutte et redoubler d'efforts pour arriver à une éradication. »

Docteur Abdourahmane Diallo

Directeur général du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme



L'Algérie et l'Argentine (photos) ont été certifiées exemptes de paludisme en mai 2019. Organisation mondiale de la Santé / Mark Henley.

et envisage de rédiger 5 à 7 dossiers thématiques de plaidoyer qui s'ajouteront aux autres déjà disponibles.

Rapports de référence affirmant la vision d'un monde sans paludisme

En septembre 2019, le Partenariat RBM a reçu la dernière étude de la Commission Lancet sur l'éradication du paludisme mettant en lumière la contribution, en l'espace d'une génération, des efforts mondiaux à l'éradication du paludisme, l'une des maladies les plus mortelles au monde.

Le lancement du rapport de la Commission Lancet a eu lieu après la publication, par le Groupe consultatif stratégique pour l'éradication du paludisme de l'OMS, d'un résumé synoptique de son prochain rapport sur l'éradication de la maladie. Ces deux rapports réaffirment la vision du Partenariat RBM d'un monde sans paludisme, et mettent l'accent sur les actions prioritaires à mener pour débarrasser le monde du paludisme au cours de ce siècle, un objectif ambitieux mais réalisable.

Toutefois, ils insistent aussi sur le fait que pour réussir cette gageure, il faut rapidement renforcer la volonté politique et accroître les financements, ce qui passe par une plus grande collaboration et une meilleure utilisation des données. Il faut également investir dans le développement et la généralisation de l'accès à des innovations et des outils révolutionnaires et vitaux.

Fondamentalement, les deux rapports exposent le consensus des experts internationaux selon lequel le monde doit poursuivre sa lutte contre la maladie, car les bénéfices économiques et sociaux en seront immenses et l'emportent largement sur les coûts d'une éradication.

Capter l'attention et les engagements pour combler les lacunes

Réunions d'allocation des subventions et financements catalyseurs du Fonds mondial

Tous les trois ans, les partenaires ont l'occasion d'élaborer des recommandations qui orientent les allocations des fonds catalyseurs du Fonds mondial dans la lutte contre le paludisme.

Le CRSPC a mandaté le Partenariat pour qu'il élabore des prises de position consensuelles autour d'une formule d'affectation des subventions du Fonds mondial pour le cycle de financement 2020-2022, en insistant notamment sur l'importance des services essentiels déjà assurés par le Fonds mondial et sur les lacunes que les pays fortement impaludés doivent combler, tout en continuant de faire face aux recrudescences de la maladie. En outre, le CRSPC a su plaider en faveur d'un déploiement de ressources d'urgence du Fonds mondial au Venezuela.

Les investissements catalyseurs du Fonds mondial englobent le financement d'initiatives, de programmes

et d'activités stratégiques qui viennent compléter les subventions nationales. Le CRSPC a demandé au Partenariat d'identifier, de promouvoir et de soutenir les priorités de financements catalyseurs approuvées par le Conseil d'administration du Fonds mondial pour le cycle de financement 2020-2022, comme entre autres :

- Le traitement de la résistance aux insecticides par l'introduction de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILD) nouvelle génération.
- Le traitement de la résistance aux médicaments dans la sous-région du Grand Mékong.
- Le travail sur l'élimination du paludisme, notamment en Afrique australe.
- Le soutien au Partenariat RBM dans la mise en œuvre d'une assistance et d'un appui au processus de demande de financements auprès du Fonds mondial.
- Le soutien à la mise en œuvre pilote du vaccin contre le paludisme RTS,S.

Flux d'activité Innovation et accès

Le nouveau flux d'activité Innovation et accès, hébergé par le Comité de partenaires en charge de la mobilisation des ressources et du plaidoyer (ARMPC), vise à maintenir et renforcer le soutien intersectoriel aux investissements dans les innovations de lutte contre le paludisme, en créant une demande pour les innovations les plus efficaces et en soutenant la distribution aux populations qui en ont le plus besoin.

En 2019, ce flux d'activité a formulé des messages clés sur le besoin d'accroître les investissements dans les innovations du paludisme pour assurer une diffusion lors des grandes manifestations comme la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, l'Assemblée mondiale de la Santé et la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial.

En marge de la 6e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial à Lyon le 10 octobre 2019, le flux d'activité Innovation et accès a organisé une table ronde Innovation et accès intitulée « Renforcer l'accès aux innovations en temps de 6e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial ». Vu le rôle crucial du secteur privé dans le financement, le

développement et l'approvisionnement de nouveaux produits, cette table ronde accessible sur invitation a permis de réunir des entreprises pour discuter de l'innovation et de l'accès aux produits antipaludiques, d'accélérer le développement d'éventuelles solutions aux goulets d'étranglement, et de proposer des projets pour, à l'avenir, officiellement intégrer le secteur privé aux discussions conjointes du même type.

Parmi les goulets d'étranglement faisant obstacle au lancement de produits de soin innovants identifiés par le Fonds mondial, l'OMS et les Partenariats mondiaux de développement de produits de santé, quatre ont été choisis comme thèmes de discussions de la table ronde : les sources de financement internationales complexes et fragmentées, l'incohérence des processus réglementaires et de préqualification, le manque d'harmonisation entre organes régulateurs centralisés et locaux, et les procédures de passation des marchés axées sur les prix. Cette table ronde qui s'est déroulée à Lyon est la première d'une série qui se poursuivra en 2020. Les thèmes de discussion déjà traités y seront repris et examinés plus avant.

Objectif stratégique 2

Promouvoir et soutenir des approches régionales de la lutte contre le paludisme, ancrées dans des plateformes politiques et économiques existantes telles que les communautés économiques régionales, y compris dans des contextes complexes / humanitaires.

Un succès sur le long terme de la lutte contre le paludisme exige une coordination étroite entre pays voisins nécessitant un fort leadership de la part des organismes régionaux existants. Le Partenariat RBM continue de mobiliser les Communautés économiques régionales et de soutenir l'appropriation par les régions du globe de la lutte contre le paludisme, tout en travaillant directement avec les pays pour coordonner une assistance technique ciblée dégageant des gains d'efficacité et augmentant l'impact des programmes.

Ancrer la lutte contre le paludisme dans les institutions régionales

Collaborer avec les Communautés économiques régionales

Une coordination robuste entre pays et au sein des régions est essentielle pour éradiquer le paludisme. C'est en travaillant avec les plateformes régionales existantes que nous pourrions lutter contre la maladie de façon transnationale, car ce sont les pays qui sont les mieux à même de coordonner le calendrier des interventions, de générer des gains d'efficacité en termes de coûts, de partager les meilleures pratiques et d'harmoniser les politiques.

En 2019, le Partenariat RBM a soutenu l'élaboration de plans stratégiques infrarégionaux de lutte contre le paludisme pour la région des Grands Lacs, la Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ainsi que l'Organisation de lutte contre les maladies endémiques en Afrique centrale pour 2019 à 2023, afin d'accélérer l'élimination du paludisme en Afrique centrale, pour les 11 pays de la CEEAC. Le Partenariat continue d'appuyer l'initiative Élimination 8, un groupe infrarégional de pays de l'Afrique australe ciblant l'élimination du paludisme, par la préparation d'une demande de subvention régionale pour la mobilisation des ressources. En outre, le Partenariat RBM a signé des protocoles d'accord avec trois communautés économiques régionales, notamment la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation ouest-africaine de la santé et la CEEAC. Les autres protocoles d'accord (avec l'Autorité intergouvernementale pour le

développement et la Communauté de l'Afrique de l'Est) ont été finalisés et sont dans l'attente d'être signés.

Initiative pour l'élimination du paludisme au Sahel

L'Initiative pour l'élimination du paludisme au Sahel est une plateforme régionale de huit pays du Sahel (Burkina Faso, Cabo Verde, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Gambie) dont les objectifs sont de fournir et d'assurer l'universalité des interventions de lutte contre le paludisme, et de mobiliser davantage de ressources nationales. L'initiative a été lancée en 2018 par des ministres de la Santé de huit pays du Sahel qui se sont engagés dans la Déclaration de Dakar à :

- Élargir la couverture universelle des produits antipaludiques.
- Mobiliser les sources de financement en faveur d'une élimination du paludisme.
- Renforcer la collaboration transfrontalière.
- Accélérer l'introduction de technologies innovantes de lutte contre le paludisme.
- Développer une grille d'évaluation infrarégionale pour assurer un suivi des avancées vers l'élimination prévue d'ici 2030.

En 2019, Le Forum ministériel de l'Initiative pour l'élimination du paludisme au Sahel (SaME) a réuni les ministres de la Santé des huit pays participants afin d'approuver le plan de travail SaME. Le président de SaME, l'honorable Arlindo Nascimento do Rosário, le

ministre de la Santé du Cabo Verde et la vice-présidente, la professeure Léonie Claudine Lougue, ministre de la Santé du Burkina Faso présidaient ce forum. Lors de leur réunion à Niamey, les ministres ont établi un nouveau Fonds sahélien d'intrants de lutte contre le paludisme (SMCF) pour combler les lacunes majeures dans les intrants antipaludiques essentiels dans la région. Ce nouveau fonds servira à fournir des intrants essentiels, entre autres des moyens de chimioprévention du paludisme saisonnier et de pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent, des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILD), des tests de dépistage rapide (TDR) et des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA). Lors du Forum ministériel, le plan de travail pour l'Initiative pour l'élimination du paludisme au Sahel a également été revu et approuvé par les participants. Les priorités suivantes ont été décidées :

- Élargir la chimioprévention saisonnière pour protéger 1,2 million d'enfants de plus dans toute la région du Sahel.
- Forger une coopération transfrontalière entre pays voisins, notamment en mettant en place des campagnes de distribution conjointes massives de moustiquaires.
- Développer une grille d'évaluation infrarégionale pour assurer un suivi des avancées vers l'élimination du paludisme au Sahel.
- Lancer l'initiative conjointe Zéro Palu! Je m'engage de l'Union africaine et du Partenariat RBM dans le reste de la région du Sahel (elle est déjà en place en Mauritanie, au Niger et au Sénégal).

Réunions infrarégionales

Le Partenariat RBM a organisé deux réunions infrarégionales avec des acteurs de programmes

nationaux de lutte contre le paludisme de pays africains impaludés et des partenaires locaux et mondiaux, dans deux endroits différents : Lusaka en Zambie et Abuja au Nigéria. Tous les pays impaludés des sous-régions et plus de 40 organisations partenaires étaient présents. Les protagonistes des programmes de lutte contre le paludisme ont examiné la situation de leurs Plans stratégiques nationaux et discuté des avancées en termes d'objectifs nationaux, régionaux et mondiaux, tout en partageant les enseignements tirés qui leur ont paru utiles.

Ces réunions ont constitué une occasion d'évaluer les avancées de mise en œuvre des différentes initiatives et d'actualiser l'analyse des écarts programmatiques et financiers. Cela a permis d'accorder la priorité aux écarts en question, notamment par une optimisation de portefeuille, et d'identifier le soutien nécessaire à la mise en œuvre dans les pays en 2020.

De plus, en vue d'appuyer au mieux les demandes de financement auprès du Fonds mondial de 2020, le Partenariat RBM a organisé une réunion d'information de trois jours sur les contenus et les outils du processus de demande de financement au Fonds mondial, à l'attention des coordinateurs, du personnel et des partenaires du PNL. Cinquante-six pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine étaient représentés à cet atelier qui a accueilli plus de 350 participants. Des conseils sur le processus de demande ont été prodigués et une assistance technique sera désormais fournie aux pays souhaitant présenter des demandes soignées de financement au Fonds mondial. En marge de cette manifestation, une autre réunion de deux jours s'est tenue pour partager les expériences et utiliser les meilleures pratiques en vue des prochaines demandes au Fonds mondial de pays faisant face à des contextes d'intervention difficiles. Plus de 200 représentants de partenaires et de pays où les contextes d'intervention sont difficiles y ont assisté.



Le Forum ministériel de l'Initiative d'Élimination du Paludisme au Sahel a réuni les ministères de la Santé de huit pays participants afin de concevoir un plan de travail régional et de créer un Fonds de produits de paludisme au Sahel. Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme.

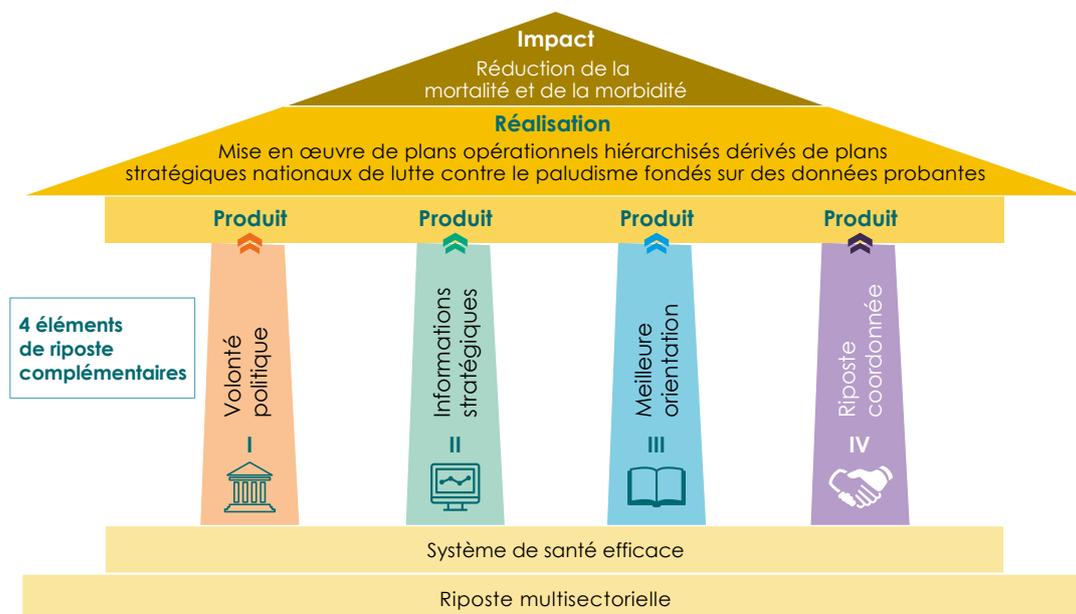
Renforcer les capacités des pays fortement impaludés

Approche High burden high impact (D'une charge élevée à un fort impact)

Pour aider les pays les plus impaludés qui ont des difficultés à lutter contre la maladie, l'OMS et le Partenariat RBM ont créé une initiative, l'approche *High Burden to High Impact : A targeted malaria response* (dite HBHI - *D'une charge élevée à un fort impact : une riposte ciblée contre le paludisme*).

Lancée en novembre 2018, l'initiative a été conçue pour renforcer l'appropriation par les pays et leur leadership de la réponse face à la maladie. À ce jour, elle a permis de soutenir les onze pays les plus impaludés avec quatre éléments d'interventions :

HBHI est une approche holistique, avec 4 éléments de riposte complémentaires qui se traduisent en des actions concrètes à travers l'implémentation des plans stratégiques



D'une charge élevée à un fort impact

1. Volonté politique de réduire les décès dus au paludisme

À la fin de l'année 2019, neuf des onze pays avaient déjà organisé des réunions de consultation nationale (voir annexe I). Dans chaque pays, les dirigeants se sont approprié la riposte face à la maladie, en accordant davantage d'attention politique à la lutte contre le paludisme par l'élaboration de grilles d'évaluation nationales et infranationales, par l'adoption de lois en soutien aux programmes antipaludiques pilotés par des comités parlementaires, et par des déclarations de soutien des chefs d'État et premières dames. Cela s'est entre autres concrétisé par le lancement de la campagne Zéro Palu! Je m'engage dans six pays, un travail continu de création de Conseils et de Fonds pour mettre fin au paludisme, et le renforcement de l'engagement des parlementaires notamment en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Ghana et en Tanzanie.

2. Informations stratégiques au service des résultats

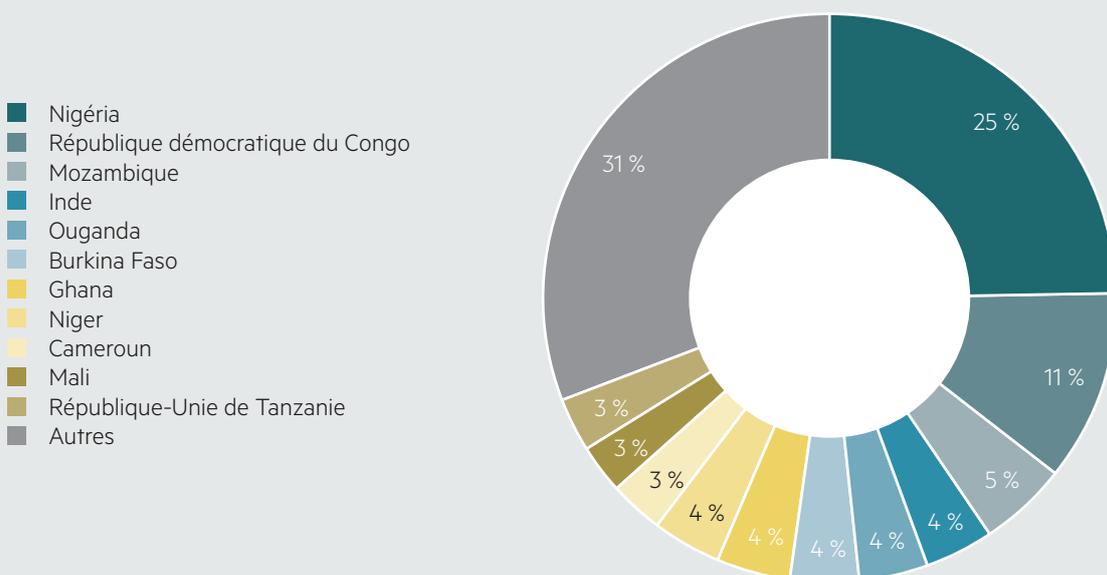
Le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie et le Ghana ont entamé la mise en place de registres des données sur le paludisme. En outre, le Mozambique, la Tanzanie, le Ghana, la République démocratique du Congo, l'Ouganda, le Burkina Faso, le Cameroun et le Nigéria ont, avec l'aide de l'OMS, travaillé sur une stratification visant à améliorer le ciblage des interventions pour une efficacité maximale.

3. Amélioration des orientations, des politiques et des stratégies

Grâce à l'approche *High Burden High Impact*, l'OMS travaille à la mise à jour des directives mondiales du processus de demandes de financement au Fonds mondial.

4. Une réponse coordonnée nationale de lutte contre le paludisme

La plupart des pays ont redynamisé ou reconstitué leurs comités nationaux du Partenariat RBM, notamment les groupes thématiques sur le paludisme. Aussi, avec l'aide de l'OMS, les pays examinent, voire développent, des directives techniques améliorées de lutte contre le paludisme adaptées au contexte local. L'OMS et le Partenariat RBM vont continuer de fournir une assistance technique et de mise en œuvre pour les quatre éléments de l'approche HBHI, notamment dans le cadre du processus d'examen des programmes de lutte contre le paludisme et du développement de plans stratégiques nationaux, en vue du processus de demande de financement au Fonds mondial de 2020.



Estimation de la part de chaque pays dans le nombre total de cas de paludisme dans les 11 pays les plus touchés, 2017

Optimiser l'impact des investissements pour lutter contre le paludisme

Très souvent une aide ciblée à la mise en œuvre peut stimuler l'impact d'investissements majeurs dans les interventions de lutte contre le paludisme. Le Partenariat RBM mobilise des consultants locaux et internationaux expérimentés pour identifier et résoudre les goulets d'étranglement dans de nombreux domaines, notamment la planification de campagnes de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée, de communication pour le changement social et comportemental, de mobilisation des ressources et de plaidoyer. Un soutien à la mise en œuvre a été fourni aux pays pour faire face aux situations d'urgence, notamment à Djibouti, avec entre autres un soutien à la mobilisation des ressources par le biais du Fonds d'urgence du Fonds mondial (pour Djibouti, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Ouganda). Le Mozambique a également bénéficié d'une aide pour terminer l'analyse des déficits programmatiques et financiers.

Généraliser la distribution de MILD

En 2019, l'Alliance pour la prévention du paludisme a continué à fournir une aide à la mise en œuvre aux pays prévoyant des campagnes de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII), en assurant le bon déroulement de ces distributions et en aidant les pays à réaliser leurs objectifs de couverture universelle. En 2019, le Programme de gestion de l'aide a soutenu un total de **22 pays** en y menant **78 missions de terrain** et leur offrant un soutien à distance. Le partenariat avec le Programme de gestion de l'aide comprend plus de 40 organisations œuvrant à l'intensification et au maintien des interventions nécessaires à l'atteinte des objectifs de distribution universelle de MII par tous les moyens disponibles, notamment par des campagnes de distribution de masse et des distributions continues. En 2019, le Programme de gestion de l'aide s'est concentré

sur le développement et le partage des bonnes pratiques, des normes de qualité, des enseignements tirés et des recommandations de prévention du paludisme avec les MII. Il a en outre soutenu la distribution de MII afin de renforcer les compétences et les capacités des pays individuels.

Communication pour le changement social et comportemental

En 2019, le Partenariat RBM a consolidé son soutien à la planification de campagnes de communication pour le changement social et comportemental (CCSC), en aidant les Programmes nationaux de lutte antipaludique à développer des outils de communication, des cadres de suivi et d'évaluation et des stratégies globales pour encourager les campagnes de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée et la gestion des cas, notamment avec un appui à la campagne Zéro Palu! Je m'engage. En 2019, quatre pays ont bénéficié d'une aide à la mise en œuvre : Djibouti, le Mozambique, la Namibie et le Soudan du Sud, avec l'élaboration de plans stratégiques nationaux de CCSC.

Élaboration de plans stratégiques nationaux de lutte contre le paludisme et examens des programmes de lutte contre le paludisme

Le Partenariat RBM, sous la direction et à la demande de l'OMS, soutient les programmes nationaux de lutte contre le paludisme (PNLP) dans l'examen des programmes antipaludiques (MPR) permettant d'identifier les forces et les faiblesses de la mise en œuvre de la stratégie des PNLP ainsi que dans le développement de Plans stratégiques nationaux en phase avec les orientations mondiales et les priorités nationales.

En 2019, par l'intermédiaire de consultants locaux et internationaux, le Partenariat RBM a fourni une aide à la mise en œuvre à 12 pays dont le Cameroun (PSN), le Cabo Verde (MPR), le Tchad (MPR et PSN), la République démocratique du Congo (PSN), Djibouti (MPR), l'Érythrée (MPR), le Rwanda (MPR), Sao Tomé-et-Principe (MPR), la Tanzanie (MPR), l'Ouganda (MPR), la Zambie (MPR) et le Zimbabwe (MPR).



Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme / Malaria No More.

Objectif stratégique 3

Accroître l'enveloppe de financement pour le paludisme

Jamais les besoins en flux de financement robustes pour financer la lutte contre le paludisme n'ont été aussi grands. Si le Partenariat RBM plaide pour un maintien des investissements des partenaires mondiaux tout en renforçant la mobilisation des ressources nationales dans les pays et les régions impaludés, il souhaite également trouver de nouveaux donateurs pour élargir sa base et étudier des nouveaux moyens de collaborer avec tous les secteurs pour améliorer l'efficacité de son action.

Maintenir les investissements à travers le monde

Optimisation du portefeuille du Fonds mondial

Tout au long de l'année, le Partenariat RBM assure un suivi de la couverture des services essentiels dans les pays et partage les analyses des écarts avec le Secrétariat du Fonds mondial et le Comité d'approbation des subventions. Ces informations contribuent au processus d'optimisation du portefeuille du Fonds mondial et permettent d'allouer des ressources pour faire face aux écarts majeurs dans les pays les plus impaludés. En 2019, cela a permis de recueillir 279 millions USD en faveur de la lutte contre le paludisme et l'apport de ressources pour des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée dans des régions à charge de paludisme modérée à élevée au Ghana, au Kenya, au Niger, au Soudan du Sud, au Soudan, en Zambie et au Tchad; des campagnes de pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à

effet rémanent au Rwanda, en Zambie, au Mozambique et au Soudan; et une réduction de tous les déficits en matière de chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) dans les pays du Sahel, notamment au Nigéria.

Tout au long du processus d'optimisation de portefeuille en 2018 et 2019, la lutte contre le paludisme a réussi à recueillir des ressources nettement augmentées (paludisme : 370 millions USD, tuberculose : 216 millions USD et VIH : 184 millions USD), en partie parce que les pays ont su mettre en valeur l'efficacité des interventions comblant les manques prioritaires dans des zones où le fardeau du paludisme est élevé / modéré. Le processus d'optimisation de portefeuille a également été facilité par une récente analyse des écarts ayant permis de documenter la hiérarchisation des priorités.

Établir les fondations d'une mobilisation des ressources nationales

Groupe de travail sur le financement de la lutte contre le paludisme (MFTF)

Le MFTF a sélectionné les pays bénéficiaires de missions de cadrage de la mobilisation des ressources nationales (Mozambique, Zambie, Soudan, République démocratique du Congo, Ouganda, et 1 ou 2 États du Nigéria).

Les pays sélectionnés ont demandé une aide spéciale au Partenariat RBM pour mobiliser leurs ressources nationales destinées à leurs programmes de lutte contre le paludisme. L'engagement du MFTF consiste en une mission de cadrage initiale pour identifier les possibilités et mobiliser les gouvernements et les partenaires, suivi de la rédaction d'un dossier d'investissement. Les dossiers

d'investissement explorent la faisabilité et les éventuels rendements sur investissement des différentes options de financement et proposent des mesures concrètes pour que les pays accroissent les financements dans la lutte antipaludique. Suite à la rédaction et à la présentation de dossiers d'investissement dans les pays, le Partenariat RBM proposera une aide technique supplémentaire pour mobiliser les ressources et aider les pays à mettre en place les plans de travail proposés. En plus d'identifier les possibilités de financement adaptées à chaque pays, les dossiers d'investissement tiennent compte d'autres initiatives pertinentes soutenues par le Partenariat RBM, comme la création de Conseils et Fonds nationaux pour mettre fin au paludisme ou des campagnes Zéro Palu! Je m'engage.

Avec le lancement de l'approche *High Burden High Impact* (ou HBHI) par le Partenariat RBM et l'OMS en novembre 2018 (actuellement appliquée dans les 11 pays les plus impaludés, dont le Mozambique, le Nigéria et l'Ouganda), le travail du MFTF d'appui aux dossiers d'investissement a été intégré à cette démarche plus globale. À l'avenir, les dossiers d'investissement multisectoriels en faveur de la lutte contre le paludisme seront non seulement soutenus pour les pays à l'origine sélectionnés par le MFTF, mais également pour tous les pays fortement impaludés et demandant de l'aide. Concernant la République du Congo et la Zambie, qui ne participent pas encore à l'approche HBHI, le Secrétariat du Partenariat RBM continuera de procéder au suivi et au soutien au développement et à l'utilisation de dossiers d'investissement multisectoriels pour la lutte contre le paludisme. En raison des troubles politiques actuels au Soudan, le travail dans ce pays est suspendu jusqu'à ce que les activités puissent reprendre.

À l'avenir, le MFTF recentrera ses activités pour endosser le rôle de comité de collaboration entre partenaires afin d'obtenir des mises à jour et des commentaires sur les initiatives de financement de la lutte contre le paludisme dans le monde entier. Les dernières actualités sont entre autres :

- Préparation de guides de financement du développement international pour les gestionnaires de programmes de lutte contre le paludisme.
- Suivi des pays mettant en place des Conseils et Fonds pour mettre fin au paludisme (Eswatini, Ghana, Mozambique, Ouganda et Zambie).
- Initiative d'élimination du paludisme du Fonds mondial en Mélanésie (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Timor-Oriental et Vanuatu).

- L'équipe des financements nationaux et innovants du Fonds mondial a ajouté, à son portefeuille, le Congo-Brazzaville, l'un des pays visités par le MFTF, avec pour mission de soutenir la mobilisation des ressources nationales et de financement de la santé dans le pays. RBM travaille pour soutenir le lancement d'une campagne Zéro Palu! Je m'engage dans le pays, qui s'accompagnera d'un dossier d'investissement.

Soutien au niveau national

En 2019, le Partenariat RBM a fourni un soutien ciblé à la mobilisation de ressources de banques de développement au Nigéria, représentant près de 30 % du déficit total des services essentiels de lutte contre le paludisme.

Trois propositions soumises à la Banque mondiale, à la Banque islamique de développement et à la Banque africaine de développement ont été élaborées avec l'aide du CRSPC (Comité de partenaires en charge du soutien régional et par pays). Ces ressources permettront de combler les manques dans 13 États du Nigéria, qui ne bénéficiaient auparavant d'aucune aide extérieure. En novembre, une demande d'environ 200 millions USD pour la lutte contre le paludisme a été remise au Conseil d'administration de la Banque mondiale (et elle a été approuvée au cours du premier trimestre de l'année 2020). De même, une demande d'un montant de 100 millions USD a été remise à la Banque islamique de développement et approuvée au cours du quatrième trimestre.

Le Ghana, Madagascar et l'Ouganda ont également reçu une aide à l'élaboration de plans d'action pour la mobilisation des ressources.

Mobilisation du secteur privé

Au début de l'année 2019, le Partenariat a renforcé sa collaboration avec le secteur privé, notamment avec l'Alliance des entreprises contre le paludisme (le BAAM), en signant un protocole d'accord faisant du BAAM le premier partenaire privé officiel du Partenariat. Ce protocole d'accord a officialisé et renforcé une relation déjà étroite entre le BAAM et le Partenariat RBM, tant au niveau stratégique que collaboratif, centrée sur des activités conjointes de plaidoyer, de communication et de mobilisation des ressources. Ce protocole souligne la capacité du secteur privé à jouer un rôle central dans le domaine de la lutte contre le paludisme, tant à l'échelle nationale qu'internationale, avec l'apport d'une expertise susceptible d'avoir un impact positif sur les communautés.

En collaboration avec le BAAM, l'OMS, l'Initiative présidentielle de lutte contre le paludisme / USAID et Unitaid, le Partenariat RBM a ensuite organisé, en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé, une grande table ronde sur l'innovation, la collaboration et les actions multisectorielles nécessaires à l'éradication totale du paludisme. Cette discussion, menée avec l'aide d'un modérateur, a exploré les récents efforts de renforcement dans les pays où le paludisme est endémique, les possibilités d'accélérer l'accès aux nouveaux outils dans les années à venir et les interventions avec des entreprises d'autres secteurs que celui de la santé.

Dernières actualités des groupes de travail

Groupe de travail sur la gestion de cas

Le Groupe de travail sur la gestion de cas (CMWG) a fixé comme principale priorité pour 2019 le partage des outils et des bonnes pratiques de gestion des cas de paludisme. C'est à cette fin qu'a été créée une équipe spéciale chargée de rassembler les outils disponibles servant aux nombreuses activités de gestion des cas, notamment à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la formation et à l'assurance qualité au niveau des infrastructures et des communautés. À ce jour, plus de 30 outils de

ce type ont été identifiés et seront bientôt publiés sur le site Web du CMWG. En outre, le CMWG a organisé deux séances d'information pour partager les éléments techniques les plus récents sur des questions comme la chimioprévention du paludisme saisonnier, la gestion des cas dans le secteur privé et la prise en charge des cas graves de paludisme. Les deux séances ont eu un grand succès et les retours de commentaires ont indiqué qu'elles ont été très bénéfiques.

Groupe de travail sur le paludisme pendant la grossesse

En 2019, le Groupe de travail sur le paludisme pendant la grossesse (MiPWG) a poursuivi ses activités de promotion des programmes sur le paludisme pendant la grossesse (MiP). Ce groupe de travail a centré ses efforts sur le soutien à une adoption et une mise en œuvre par les pays des recommandations de l'OMS de 2016 sur les soins prénatals pour que la grossesse soit une expérience positive. Concrètement, ce groupe de travail a relancé son dossier intitulé « *Mise en œuvre de programmes de paludisme pendant la grossesse dans le cadre des "Recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé sur les soins prénatals pour que la grossesse soit une expérience positive"* », qui fournit des conseils de mise en place des programmes de lutte contre le paludisme pendant la grossesse dans le cadre des nouvelles recommandations de consultation prénatale.

Deux webinaires ont ainsi été organisés en collaboration avec l'OMS et les enseignements tirés du processus d'adoption dans d'autres pays ont été partagés. L'année 2019 a également vu la formation d'un autre groupe de travail, le MiP M&E, qui fournit un cadre de suivi et d'évaluation ainsi que des conseils sur le paludisme pendant la grossesse et ses indicateurs, toujours dans le respect des directives de l'OMS. En outre, le groupe de travail continue de partager les meilleures pratiques des programmes sur le paludisme pendant la grossesse; de renforcer les partenariats entre programmes nationaux de lutte contre le paludisme et santé de la procréation; et de diffuser les résultats clés d'essais cliniques et de recherche opérationnelle sur le paludisme pendant la grossesse pour aider à définir les priorités et renforcer les interventions sur le paludisme pendant la grossesse.

Groupe de référence sur le suivi et l'évaluation

En 2019, le Groupe de référence sur le suivi et l'évaluation (MERG) a organisé sa 30^e réunion à Accra, au Ghana. Elle a donné l'occasion de discuter des avancées et problèmes de surveillance, du suivi et de l'évaluation du paludisme dans les pays où le fardeau du paludisme est modéré à élevé.

À l'issue de cette réunion, le Secrétariat du MERG a identifié deux activités à mettre en œuvre : revue des réunions précédentes du MERG pour identifier les tendances, éléments livrables et défis discutés antérieurement; et élaboration et remise d'une étude



Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme / Maggie Hallahan.

du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) permettant de mieux comprendre comment le MERG peut répondre aux besoins des programmes. Le Secrétariat s'est chargé de ces deux activités. En 2019, la version finale du *Cadre d'évaluation des*

programmes nationaux de lutte contre le paludisme dans des contextes de transmission modérée et faible et un *aide-mémoire* ont également été publiés et sont désormais disponibles sur le site Web de l'outil d'évaluation MEASURE.

Groupe de travail multisectoriel

La 3^e réunion du Groupe de travail multisectoriel s'est tenue les 6 et 7 février à Genève. Elle a été la première à réunir des participants de 22 pays, représentant quatre régions de l'OMS (AFRO ou Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, EMRO ou Bureau régional de la Méditerranée orientale, EURO ou Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Europe, PAHO ou Organisation panaméricaine de la santé). Les participants ont présenté leur vision et leurs priorités d'une réponse multisectorielle visant l'élimination du paludisme, et ils ont pris note du fait que le groupe de travail allait accélérer son soutien dans trois domaines : coordination des actions multisectorielles, apprentissage et partage des bonnes pratiques.

Les participants ont présenté leur travail sur l'élimination du paludisme et ont souligné le rôle important des communautés et des parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre des actions de lutte

contre le paludisme. Les participants ont demandé à ce que les coprésidents dirigent le développement du plan d'action du groupe de travail et parachèvent le cadre permettant de s'assurer que les recommandations quant aux actions multisectorielles soient disponibles et accessibles.

Le dernier jour de la réunion a donné l'occasion de faire tenir une séance d'une demi-journée sur le plan de travail de 2020, et la priorité a été mise sur les actions suivantes : le développement d'une déclaration consensuelle ; la finalisation d'une mise à jour du cadre d'action multisectorielle ; la rédaction de dossiers de plaidoyer ; le plaidoyer en faveur d'une action multisectorielle pour l'élimination du paludisme comme thème de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme de 2021 ; et l'engagement des membres du MSWG dans les rencontres à venir sur les actions multisectorielles de lutte contre le paludisme.

Groupe de travail sur le changement social et comportemental

En 2019, la direction du Groupe de travail sur le changement social et comportemental a présenté les ressources et directives clés en la matière à Lusaka, Abuja et Nairobi, avec l'aide du personnel du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et leurs partenaires, afin de documenter l'élaboration d'une proposition remise au Fonds mondial. Le groupe de travail a également collaboré avec le Partenariat RBM dans la compilation d'un répertoire de consultants sur les changements sociaux et comportementaux afin de répondre aux demandes d'assistance technique des pays. Le groupe de travail se consacre pleinement à la formulation de directives techniques en matière de changements sociaux et comportementaux et prépare actuellement un nouveau modèle des stratégies nationales de changement social et comportemental qui accompagnera le [Cadre stratégique 2018-2030 de communication pour le changement social et comportemental](#). Il travaille également sur un [module facultatif d'étude de la communication pour le](#)

[changement social et comportemental \(CCSC\)](#) pour les enquêtes sur les indicateurs de paludisme et mène une revue documentaire des directives de CCSC suivies par les travailleurs de santé communautaires pour développer des ressources de CCSC destinées à ces derniers.

Au fur et à mesure de leur élaboration, les principales [ressources techniques](#) sont publiées en ligne et traduites en français et en portugais. En 2019, le groupe de travail a lancé [quatre appels généraux](#) avec des présentations techniques. Il a participé à des réunions de groupes de travail RBM et à des appels à la coordination. Il a en outre organisé la [6e réunion annuelle](#) à Maputo, au Mozambique, qui a réuni plus de 120 personnes de plus de 24 pays. Au cours de cette réunion, les membres ont identifié de nouvelles priorités de CCSC pour 2020. Le groupe de travail envisage d'organiser une manifestation d'une journée en octobre 2020, en marge du Sommet international de la CCNSC au Maroc.

Groupe de travail sur la lutte antivectorielle

Le Groupe de travail sur la lutte antivectorielle (VCWG) est formé de représentants de différents secteurs d'activité et a pour but d'harmoniser les bonnes pratiques des partenaires de RBM afin de parvenir à une couverture universelle des interventions de lutte antivectorielle efficaces et à les maintenir. Les partenaires utilisent le forum de la réunion annuelle et des flux d'activité pour parvenir à une compréhension commune des menaces et des possibilités de la lutte vectorielle, le but étant de s'enrichir mutuellement, de forger des réseaux et de mener des activités permettant de surmonter tous les défis. L'année 2019 a vu une croissance continue des adhésions, et la réunion annuelle en février a rassemblé plus de 270 personnes de 52 pays.

Parmi les principales activités de l'année, on peut relever le rassemblement de 32 partenaires avec l'aide de la Fondation pour les Nations Unies et un atelier de travail d'une journée sur la lutte antivectorielle en situation

d'urgence humanitaire. Cela a permis d'améliorer l'utilisation et la disponibilité des outils existants avec des mesures concrètes pour y parvenir, comme un renforcement de la collaboration dans le secteur vers un développement et un déploiement de nouveaux outils de contrôle et de surveillance de la lutte antivectorielle.

Des progrès suivis ont également été réalisés dans l'organisation d'une formation MOOC (Massive Open Online Course) sur la gestion de la résistance aux insecticides. Les membres du groupe de travail sur la gestion des sources larvaires ont continué de répondre aux demandes de pays souhaitant intégrer ce type de gestion à leurs programmes de lutte antivectorielle. La réunion annuelle s'est révélée être un large espace de dialogue sur la mise à disposition et l'usage de nouveaux outils de pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent et de moustiquaires imprégnées de nouveaux insecticides longue durée.

Rapport financier

Les revenus du Partenariat RBM de 2019 provenant des contributions de donateurs et de reports de fonds³ s'élèvent à 15,84 millions USD. Les dépenses s'élèvent quant à elles à 9,06 millions USD, laissant un budget disponible total de 6,78 millions USD. Des contributions supplémentaires de donateurs sont prévues début 2020.

Donateurs du Partenariat RBM

Le Partenariat RBM continue d'être soutenu par donateurs suivants : l'Initiative présidentielle de lutte contre le paludisme (PMI) / USAID, l'Abu Dhabi Crown Prince Court (CPC), la Fondation de Bill et Melinda Gates (BMGF) et le Fonds mondial (FM).

Dépenses de 2019

Le montant des dépenses totales pour 2019 a été de 9 064 718 USD, sur un budget approuvé de 9 969 550 USD, ce qui correspond à un taux de dépenses de 91 %.

En outre, suite à une décision du Conseil d'administration prise en avril 2018, la réserve durable a été portée à 1,6 million USD. La réserve pour les initiatives stratégiques a été maintenue à 900 000 USD.

Contributions des partenaires en 2019

Le Partenariat RBM compte beaucoup sur ses partenaires pour la mise en œuvre de ses initiatives. Afin de rendre compte au mieux de ces importantes contributions, pouvant parfois se faire en nature, le Partenariat RBM a procédé au suivi des contributions de partenaires, tant en termes de monétisation de son modèle de gouvernance qu'en termes de contributions en nature et financières. Pour l'année 2019, cela a correspondu à des contributions d'environ 3,67 millions USD, soit 37 % du budget de l'année.

Budget 2020

Le budget 2020, d'un total de 15,49 millions USD, est aligné sur le plan stratégique de 2018-2020. Il a été revu par le Comité des finances et approuvé par le Conseil d'administration du Partenariat en novembre 2019. Le budget 2020 est en augmentation de 55 % par rapport au budget de 2019.

Table 1

Dépenses 2019 (en USD)	Budget	Dépenses	Solde	Taux %
Objectif 1 : Maintenir la lutte contre le paludisme au plus haut rang des priorités	1 933 550	1 701 516	232 034	88 %
Objectif 2 : Accélérer les progrès par une approche régionale	2 958 250	3 017 181	-58 931	102 %
Objectif 3 : Accroître l'enveloppe de financement pour le paludisme	740 500	261 490	479 010	35 %
Objectif 4 : Un secrétariat très performant	3 685 036	3 491 684	193 352	95 %
Sous-total	9 317 331	8 471 871	845 465	91 %
Coût de gestion de l'UNOPS (7 %)	652 214	592 847	59 367	
Total	9 969 550	9 064 718	904 832	91 %

³ Les résultats financiers de 2019 sont provisoires. Les résultats financiers finaux seront disponibles en juin 2020.

Table 2

Objectif stratégique	Budget (USD)
1: Maintenir la lutte contre le paludisme au plus haut rang des priorités mondiales	7 530 490
2: Accélérer les progrès par une approche régionale	878 400
3: Accroître le financement de la lutte contre le paludisme	597 300
Transversalité : mettre en place un Secrétariat hautement performant	5 466 948
Frais de gestion de l'UNOPS	1 013 120
Total	15 486 258

Table 3

Comité de partenaires	Budget (USD)
ARMPC	520 000
CRSPC	7 411 690
SCPC	1 114 500
Objectifs transversaux et Secrétariat	5 426 948
Frais de gestion de l'UNOPS	1 013 120
Total	15 486 258

Annexe I. Dernières nouvelles de l'approche *High burden high impact*

Dernières actualités des pays

Burkina Faso

Le Burkina Faso a organisé sa réunion HBHI en mai pour présenter son approche HBHI et discuter des résultats préliminaires d'une auto-évaluation qu'il a menée. Suite à cette réunion, les grandes activités prioritaires ont été définies, notamment l'élaboration d'un plan de travail visant à renforcer le soutien politique en faveur de la lutte antipaludique, l'amélioration de la gestion des données, ainsi que des orientations et une coordination politiques. Depuis le lancement de l'approche HBHI, le PNL, avec le soutien des partenaires de pays, a pu achever les activités suivantes :

- Engagement du chef de l'État en qualité de champion de la lutte contre le paludisme.
- Plaidoyer en faveur de la création d'un poste budgétaire de lutte antipaludique.
- Lancement de la campagne Zéro Palu! Je m'engage.
- Décentralisation de la grille d'évaluation du paludisme du Burkina Faso au niveau régional.
- Intégration de la surveillance antipaludique dans la DHIS2 et lancement du processus de stratification. Le pays est à un stade avancé de la création d'un registre des données sur le paludisme.

Les prochaines étapes consistent à planifier l'examen du programme de lutte contre le paludisme et à intégrer l'approche HBHI et une stratification infranationale au processus, éléments qui seront présentés dans la demande adressée au Fonds mondial.

Cameroun

Le Cameroun a organisé sa réunion HBHI en mai. Les principales activités prioritaires définies comprennent une analyse des écarts pour déterminer les principaux domaines nécessitant davantage d'aide, le partage des

recommandations émises lors de la réunion avec les différents groupes de travail de lutte contre le paludisme, la rédaction du Plan stratégique national (PSN) final sur la base des recommandations de la réunion du HBHI et de principes directeurs, l'établissement d'un registre des données sur le paludisme, et la création d'une équipe spéciale chargée de stimuler la volonté politique. Les principales réalisations depuis la réunion des parties prenantes sont les suivantes :

- Tenue de réunions de plaidoyer pour diffuser l'approche HBHI et accroître l'implication des parties prenantes, tout particulièrement l'engagement politique.
- Examen de la grille d'évaluation du paludisme dans le pays.
- Création d'une équipe spéciale chargée du développement d'un plan d'action et de documents de plaidoyer en faveur d'une augmentation des financements nationaux.
- Examen de la stratification des actions antipaludiques dans le pays et mise en place d'un registre des données sur le paludisme.
- Finalisation d'un Plan stratégique révisé de lutte contre le paludisme intégrant l'approche HBHI, de la stratification révisée du paludisme et d'une revue des directives de prise en charge du paludisme.
- Analyse des adhésions au comité de partenariat RBM national et organisation d'une première réunion en septembre 2019.

Les prochaines étapes clés comprennent, entre autres, un plaidoyer en faveur d'une mobilisation des ressources, en particulier des financements nationaux.

République démocratique du Congo (RDC)

La RDC a organisé la réunion de ses parties prenantes du pays en juillet. Parmi les participants figuraient des

représentants d'agences du ministère de la Santé, du PNL, de la PMI, d'USAID, de l'OMS, du SANRU (principal bénéficiaire du Fonds mondial pour le paludisme), de PATH, du milieu universitaire (Université de Kinshasa, École de la Santé publique), de Swiss TPH, de l'UNICEF, de RBM, de l'ALMA et de la société civile. Les présentations abordaient essentiellement la situation de contrôle du paludisme en République démocratique du Congo, l'approche HBHI et l'examen de l'outil d'auto-évaluation du HBHI. Cet outil d'auto-évaluation du HBHI a été utilisé et les principales activités prioritaires des quatre piliers du HBHI ont été identifiées. Les prochaines étapes sont le lancement de l'approche HBHI pendant la réunion des parties prenantes prévue du 13 au 15 novembre 2019.

Ghana

Le Ghana a organisé sa réunion HBHI en juin pour discuter du concept HBHI et du processus de mise en œuvre, du développement du cadre et du plan de travail en soutien à la mise en place des activités HBHI. Les principales activités prioritaires identifiées durant la réunion incluaient la finalisation du cadre logique et du plan de travail du HBHI. Les principales réalisations depuis la réunion des parties prenantes sont entre autres :

- La revitalisation du Comité de pilotage et des groupes de travail de lutte contre le paludisme, notamment des plans pour la Ghana Malaria Foundation ; l'établissement d'un Conseil de lutte contre le paludisme et la création de groupes d'intérêt parlementaires.
- La création d'un registre des données sur le paludisme et d'une stratification épidémiologique pour documenter l'ensemble des interventions en cours et le prochain Plan stratégique national ainsi que la demande du pays remise au Fonds mondial.

Mozambique

Le Mozambique a organisé une réunion de consultation en juillet et rassemblé les parties prenantes de l'approche HBHI à Maputo. Les avancées depuis cette réunion de lancement comprennent la finalisation de l'analyse des lacunes des programmes de lutte contre le paludisme pour identifier celles ayant besoin d'un soutien prioritaire des partenaires. Le pays a également renforcé son système de surveillance du paludisme en partenariat avec ses partenaires nationaux. Le cadre logique HBHI et son plan de travail sont à leur stade final. Le Mozambique lance actuellement un forum et un fonds multisectoriels de lutte antipaludique et procède à une décentralisation de sa grille d'évaluation et de son outil de suivi des interventions.

À l'échelle nationale, le Bureau du Président et le ministère de la Santé travaillent à la création d'un fonds public-privé de lutte contre le paludisme. Le Mozambique envisage également d'établir un forum multisectoriel de lutte contre le paludisme pour que cette lutte reste une priorité nationale et souhaite organiser une table ronde des donateurs au cours du premier trimestre 2020 afin d'encourager l'action et la responsabilisation. La grille d'évaluation nationale du paludisme a été décentralisée et les dirigeants politiques et responsables de santé des provinces ont reçu une grille infranationale. Ces grilles d'évaluation permettent d'identifier rapidement les goulets d'étranglement systémiques et d'autres problématiques que des dirigeants politiques non spécialisés risquent de ne pas être en mesure de détecter.

Niger

Le Niger a organisé sa réunion HBHI en septembre. Cela a été l'occasion pour le pays de mettre en évidence la volonté politique des autorités politiques à tous les niveaux, à travers leurs engagements. Les principales réalisations depuis la réunion sont le lancement d'une stratégie de plaidoyer pour l'engagement politique de haut niveau. Par exemple, la réunion HBHI a été présidée par le Premier ministre du Niger et la première dame, en qualité de championne de la lutte contre le paludisme. Les prochaines étapes sont l'examen et la finalisation des résultats de l'auto-évaluation du pays et le développement du cadre logique et du plan de travail du HBHI. Le pays envisage également un examen du programme de lutte contre le paludisme et intègre l'approche HBHI dans ce processus.

Nigéria

Le Nigéria a organisé sa réunion HBHI en mars 2019 à Abuja. Elle incluait une auto-évaluation à l'échelle nationale et le développement d'un plan d'action comprenant des activités sous chaque élément de riposte HBHI. Suite à cette réunion, le NMEP a également organisé la réunion trimestrielle d'examen de la lutte antipaludique pour expliquer l'approche HBHI à l'ensemble des partenaires de lutte contre le paludisme dans le pays. Le pays cherche à impliquer davantage les dirigeants et décideurs politiques dans le processus d'examen du programme de lutte contre le paludisme. La compilation et l'utilisation rigoureuses des données existantes ont été renforcées pour améliorer la planification. Les données serviront à la stratification et guideront l'ensemble des interventions. Le pays a également examiné la capacité de la NMEP à mettre en place leur stratégie nationale, et ce à tous les niveaux.

Tanzanie

Deux réunions nationales ont eu lieu en septembre et en octobre 2019, auxquelles ont participé des parties prenantes de la lutte contre le paludisme du pays (ONG locales et internationales, organisations bilatérales (PMI / USAID), secteur privé et Alliance des dirigeants africains contre le paludisme [ALMA]). Le principal objectif était d'identifier les lacunes en termes de ressources dans tous les domaines thématiques de mise en œuvre des actions de lutte contre le paludisme dans le pays, dont la gestion des programmes, la prise en charge des cas et des diagnostics, la surveillance entomologique et la lutte antivectorielle, et la communication pour le changement social et comportemental. Afin de faire face aux défis de réduction de la charge de morbidité, il faudra combler les principaux manques de ressources grâce à divers mécanismes innovants de mobilisation des ressources, notamment venant du secteur privé. Ces

réunions préparatoires ont permis la finalisation de la pré-évaluation du pays. Le chef de l'État participera à la réunion internationale des parties prenantes HBHI prévue en 2020 et lancera l'approche HBHI en Tanzanie.

Ouganda

L'Ouganda a organisé sa réunion HBHI en février 2019. Les principales actions prises depuis cette réunion comprenaient, entre autres, la collaboration avec les parlementaires ougandais pour renforcer l'engagement politique, notamment avec l'élaboration d'une loi sur le paludisme et le renforcement de la responsabilisation avec la création de grilles d'évaluation de l'UPFM (Forum parlementaire ougandais sur le paludisme). Le pays conçoit actuellement son Plan stratégique national (PSN) sur la base de nouvelles cartographies de stratification et d'un ensemble d'interventions.

Assistance et suivi des pays

Pour permettre un suivi des progrès, des appels en téléconférence ont lieu chaque mois avec les pays et partenaires clés de la lutte contre le paludisme (aussi bien nationaux qu'internationaux). C'est une occasion de faire part des avancées, de discuter des défis et d'identifier l'aide nécessaire pour résoudre les goulets d'étranglement. Une assistance technique est fournie aux

pays afin d'encourager leur présence à la réunion HBHI et pour répondre à leurs demandes (aide aux examens de programmes, aux plans stratégiques nationaux, à la stratification, à l'analyse des écarts, en faveur de l'engagement politique, etc.). Cette assistance sera généralisée à tous les pays dans le cadre du processus de demande de financement au Fonds mondial.

Défis

- Collaboration multisectorielle insuffisante au niveau des pays
- Priorités multiples des politiques gouvernementales (sécurité, éducation, infrastructures)
- Manque de capacité des PNLP pour mettre en place l'ensemble des activités HBHI
- Moyens d'optimiser l'intégration et l'utilisation d'autres canaux de livraison, en fonction des difficultés des systèmes de santé et des contraintes de prestation.

Quel avenir ?

- L'OMS et le Partenariat RBM vont fournir une assistance technique et de mise en œuvre pour les quatre éléments de l'approche HBHI. Ce sera notamment le cas pour le processus d'examen du programme de lutte contre le paludisme et le développement de plans stratégiques nationaux, sur la base des principes directeurs HBHI, en vue du processus de demande de financement au Fonds mondial de 2020.
- Les pays souhaitant une généralisation de l'approche HBHI sont de plus en plus nombreux et leur nombre ne se limite plus aux onze pays les plus impaludés. Bien qu'il soit essentiel que les pays les plus impaludés restent une priorité, nous pouvons faire en sorte que tous les pays touchés par le paludisme tirent les enseignements de nos actions.



Partenariat

pour en finir avec
le paludisme

Contact

Le Partenariat RBM
5e étage, Global Health Campus,
Chemin du Pommier 40
1218 Le Grand-Saconnex,
Genève, Suisse

info@endmalaria.org
endmalaria.org

Organisme hôte

